



Les indicateurs provisoires de résultat des exploitations agricoles en 2013

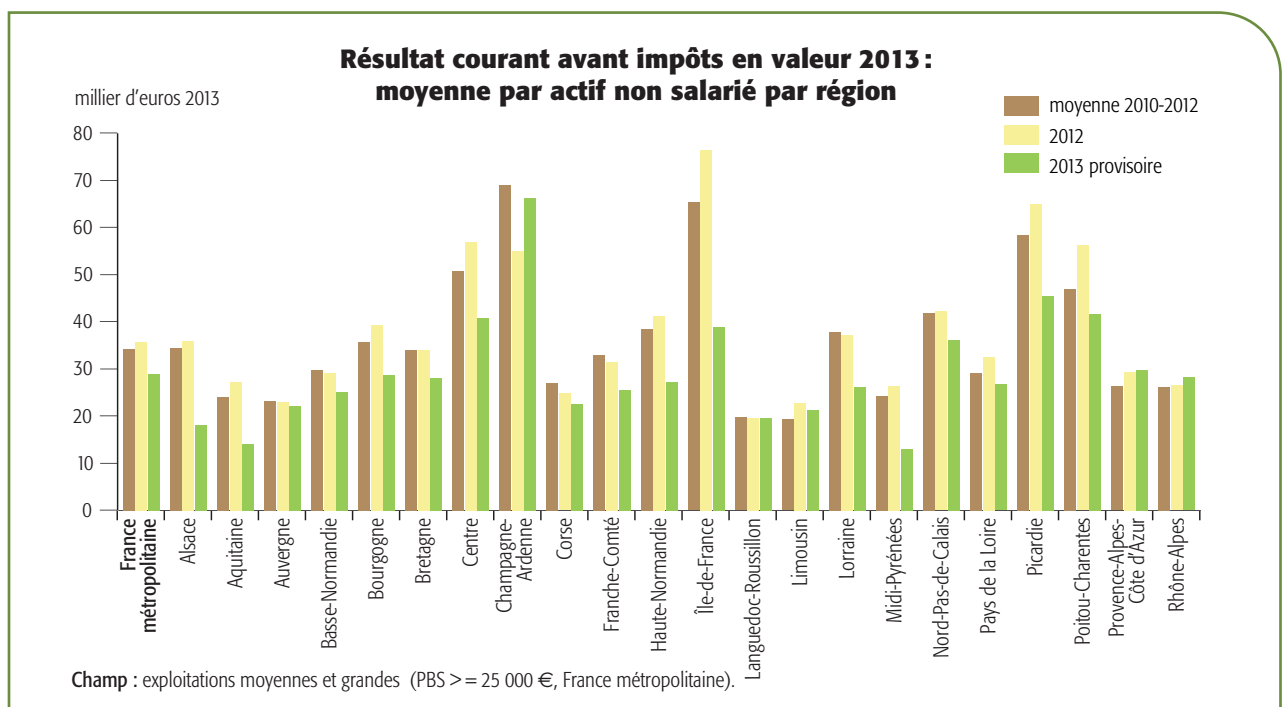
Un résultat moyen en baisse et des évolutions contrastées selon les régions

En 2013, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations se replierait à 28 900 euros en moyenne. La baisse des prix des céréales et des oléoprotéagineux contribuerait notamment à la dégradation du revenu des régions de grandes cultures. Les régions de productions fruitières échapperaient à ce recul global ainsi que certaines régions viticoles épargnées par les intempéries. Ces résultats, proches des estimations prévisionnelles de décembre 2013, restent provisoires. Les chiffres définitifs issus du Rica ne seront connus qu'en décembre 2014, ce qui pourra engendrer des révisions.

Après trois années de hausse, le résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations se replierait en 2013. À 28 900 euros en

moyenne, il serait inférieur de plus de 15% à la moyenne des trois dernières années mais resterait supérieur au niveau observé au début des années 2000. Les résultats seraient en baisse

dans la plupart des orientations et des régions, à l'exception de certaines régions viticoles et d'arboriculture fruitière. En 2013, la baisse marquée des prix des céréales, des oléagineux et des



Source : SSP - Agreste - Rica et résultats provisoires pour 2013

protéagineux se traduirait notamment par un recul du revenu des exploitations et des régions de grandes cultures. Les régions d'élevage herbivore connaîtraient des baisses de revenus, d'ampleur toutefois variable.

Les régions céréalières touchées par la baisse des prix

À 31 600 euros en moyenne par actif non salarié, le résultat courant avant impôts de l'ensemble des exploitations de grande culture accuserait un recul en 2013. Après une période de prix internationaux des céréales et des oléagineux particulièrement élevés, les cours se sont repliés sous l'effet de récoltes mondiales plus abondantes que les années précédentes. Dans leur sillage, les prix céréaliers français (- 22,4 %) ont suivi cette évolution. La moisson céréalière, globalement stable, n'a pas permis d'enrayer le recul de la valeur de la production. Du côté des oléagineux, les prix comme la production connaissent une baisse sensible (respectivement - 24,8 % et - 14,6 %). Parallèlement, les coûts de production augmentent peu dans un contexte de hausse du prix des intrants modérée. Dans ce contexte, le revenu moyen des

régions céréalières fléchirait sensiblement en 2013 : près de 50 % de baisse par rapport à 2012 pour le revenu de la région Île-de-France, environ 30 % pour le Centre, la Haute-Normandie et la Picardie, et 14 % pour le Nord-Pas-de-Calais moins spécialisé. Les résultats seraient également en baisse en Midi-Pyrénées où le recul des prix se conjuguerait à la baisse marquée de certaines productions céréalières ou oléagineuses.

Des résultats contrastés pour les régions de production fruitière et légumière ou de viticulture

Malgré les aléas climatiques, la récolte de certains fruits retrouve en 2013 un niveau voisin de la moyenne 2008-2012, après les faibles niveaux de production de 2012. Associée à une augmentation globale des prix, cette croissance des volumes conduit à une hausse de la valeur de la production. Celle-ci ferait plus que compenser l'augmentation modérée des charges et permettrait au résultat courant avant impôt des exploitations d'arboriculture fruitière d'atteindre son meilleur niveau depuis le début des années 2000, en s'établissant à 34 100 euros par actif non sala-

rié en 2013. Le froid et l'humidité du printemps ont pesé sur les productions légumières et les volumes produits sont restés stables. Les prix de la plupart des légumes diminuent, et la valeur de la production, en baisse par rapport à 2012, pèserait sur l'évolution du résultat des exploitations maraîchères, qui atteindrait 26 700 euros en retrait de 12 % par rapport à 2012.

Les vignobles français ont de nouveau connu en 2013 une succession d'événements climatiques défavorables qui ont touché de manière différenciée les régions. Le volume global de la vendange est cependant légèrement supérieur à celui de 2012, historiquement faible. Au sein des vins d'appellation d'origine contrôlée (AOP), la production de Champagne se distingue particulièrement par sa croissance (25,5 %), alors que celle des autres vins AOP est en recul, affectée par les intempéries. La faiblesse des stocks suite à la faible récolte de 2012 et le dynamisme de la demande favorisent la progression des prix des vins. Dans ce contexte, le résultat courant des exploitations viticoles, à 54 700 euros par actif non salarié, se redresserait nettement en moyenne même si cette

Résultat courant avant impôts par actif non salarié, par orientation

Données 2013 provisoires

	Valeur millier d'euros 2013					Évolution annuelle %			Valeurs triennales moyennes millier d'euros 2013		
	2010	2011	2012	Moyenne 2010-2012	2013 prov	2013/2012	2013/ moyenne 2010-2012	« 2013 »/ « 2000 » ¹	« 1990 »	« 2000 »	« 2013 »
Ensemble	31,8	35,2	35,7	34,3	28,9	- 19,1	- 15,6	+ 1,5	21,4	27,5	33,3
Céréales, oléagineux, protéagineux	43,7	49,5	56,1	49,8	23,8	- 57,5	- 52,2	+ 2,9	24,1	29,8	43,1
Cultures générales	61,0	62,3	77,1	66,8	51,0	- 33,8	- 23,6	+ 4,1	31,1	37,8	63,5
Ensemble grandes cultures	49,0	53,3	62,1	54,8	31,6	- 49,1	- 42,4	+ 3,2	26,6	32,7	49,0
Légumes et champignons	33,2	20,4	30,4	28,0	26,7	- 12,2	- 4,7	- 0,3	15,9	26,8	25,8
Fleurs et horticulture diverse	22,4	16,8	22,3	20,5	15,8	- 29,3	- 23,2	- 3,0	21,6	27,1	18,3
Ensemble maraîchage et horticulture	27,5	18,4	25,7	23,9	20,4	- 20,7	- 14,7	- 1,7	18,8	27,0	21,5
Viticulture	39,8	47,4	38,8	42,0	54,7	+ 40,7	+ 30,1	- 1,1	44,0	54,6	47,0
Arboriculture fruitière	17,6	24,9	31,4	24,6	34,1	+ 8,7	+ 38,5	+ 2,8	22,4	21,1	30,2
Bovins lait	26,4	30,1	24,0	26,8	23,3	- 2,6	- 13,0	+ 1,2	17,3	22,1	25,8
Bovins viande	16,2	17,2	21,4	18,3	19,2	- 10,0	+ 5,3	- 0,8	15,9	21,3	19,3
Bovins mixtes	24,0	27,7	25,5	25,7	24,7	- 3,1	- 3,9	+ 1,5	14,0	21,4	26,0
Ovins et caprins	20,2	19,2	18,4	19,3	17,1	- 7,0	- 11,3	+ 1,4	12,9	15,2	18,2
Porcins	37,1	35,7	45,6	39,5	38,0	- 16,8	- 3,8	+ 8,3	27,0	14,1	39,8
Volailles	30,4	30,4	32,5	31,1	20,6	- 36,5	- 33,8	+ 1,5	15,5	22,9	27,8
Ensemble élevages hors sol	31,8	31,2	34,5	32,5	26,5	- 23,4	- 18,7	+ 3,4	19,2	20,0	30,7
Polyculture, polyélevage	31,4	35,5	36,3	34,4	24,6	- 32,1	- 28,4	+ 2,7	16,8	22,7	32,1

1. Moyenne triennale affectée à l'année indiquée (« 2013 » : moyenne des résultats 2011, 2012, 2013 affectée à 2013).

Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS >= 25 000 €, France métropolitaine).

Source : SSP - Agreste - Rica et résultats provisoires pour 2013

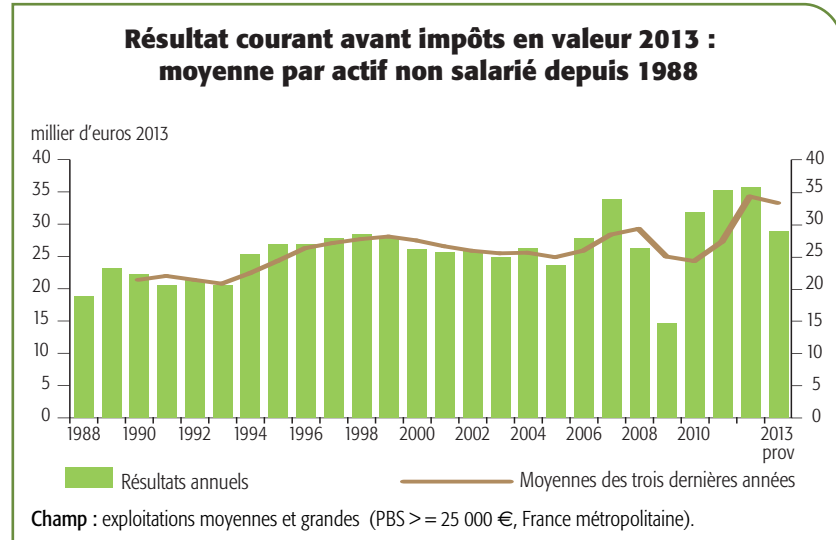
►► évolution globale masque des situations contrastées selon les vignobles.

La Champagne-Ardenne serait ainsi en 2013 la région dont le revenu moyen progresserait le plus (+ 20 %), la forte hausse des résultats viticoles faisant plus que compenser les baisses observées sur les céréales. Dans les autres régions viticoles, la situation serait moins favorable, notamment en Aquitaine, particulièrement touchée par les intempéries, où les résultats seraient en forte baisse (14 100 euros, soit - 49 % par rapport à 2012) et en Bourgogne où le revenu atteindrait 28 800 euros, en baisse de 27 %.

Dans les deux régions qui associent une production fruitière et légumière dominante à la viticulture, le Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le résultat courant des exploitations serait quasi-stable, la hausse des résultats en viticulture et arboriculture étant compensée par la baisse des résultats des productions céréalières et légumières. En Rhône-Alpes, où la part de la production consacrée à l'arboriculture fruitière et à la vigne est significative (37 %), le revenu moyen serait en légère hausse (+ 6 %). En revanche, l'Alsace enregistrerait une baisse marquée du revenu (18 200 euros, soit - 49 % par rapport à 2012). Dans cette région, la production est diversifiée mais près de la moitié est orientée vers les céréales et la vigne, touchée par les intempéries en 2013.

Baisse différenciée du revenu dans les régions d'élevage herbivore

En 2013, les éleveurs d'herbivores sont confrontés à nouveau à des coûts en alimentation animale élevés même si ceux-ci amorcent une baisse en fin d'année. Malgré une reprise de la collecte laitière à partir de juillet, la production laitière annuelle est stable dans les grosses régions productrices, et souvent en recul dans les régions secondaires (Lorraine, Rhône-Alpes). Au niveau national, le revenu moyen des exploitations laitières baisserait légèrement par rapport à 2012 (- 3 %) et s'établirait à 23 300 euros par actif non salarié. En raison du repli marqué des résultats en grandes cultures, les revenus des régions laitières reculeraient néanmoins sensiblement : - 30 % pour la Lorraine,



Source : SSP - Agreste - Rica et résultats provisoires pour 2013

- 18 % pour la Franche-Comté et - 14 % pour la Basse-Normandie. Dans les régions de bovins viande, le revenu diminuerait plus légèrement, d'environ 5 % pour le Limousin et l'Auvergne. La diminution du cheptel bovin est moins forte qu'en 2012, du fait de la baisse sensible des abattages de gros bovins, et les cours poursuivent leur hausse (+ 4,2 % après + 14,7 % en 2012). Au niveau national, le résultat courant des exploitations spécialisées en bovins viande se replierait à 19 200 euros par actif non salarié (- 10 % par rapport à 2012), demeurant nettement inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations (- 33 %). La situation des éleveurs d'ovins et caprins reste difficile en 2013, en raison d'un faible volume de production et du poids des charges. Leur revenu au niveau national baisserait pour la troisième année consécutive. À 17 100 euros par actif non salarié, il serait de 41 % inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations moyennes et grandes.

Recul du résultat dans les élevages de granivores, et notamment dans l'aviiculture

Après une année 2012 favorable, le revenu moyen de l'ensemble des élevages de granivores afficherait un net recul en 2013, s'établissant à 26 500 euros par actif non salarié. La situation est toutefois contrastée entre élevages porcins et avicole. La valeur de la production porcine évolue peu, du fait d'une légère baisse des volumes conjuguée à une

faible progression des prix. Cependant, l'augmentation du coût des aliments pèserait sur le résultat courant moyen des exploitations qui atteindrait 38 000 euros en 2013, en baisse de 17 % par rapport à 2012. Dans les élevages avicoles, la valeur de la production de volailles augmente du fait de la hausse des prix (+ 5,3 %) et de la production de poulet mais les volumes des autres produits reculent. En revanche, la production d'œufs tire les résultats des exploitations avicoles à la baisse. En effet, les mises en place de poulette de ponte ont continué à s'accroître en 2013 après la forte reprise de 2012. La production d'œufs s'est ainsi vivement amplifiée au premier semestre pour ralentir ensuite (+ 11 % en moyenne sur l'année). Le prix des œufs, encore élevé en début d'année, a quant à lui rapidement fléchi jusqu'au mois de septembre, tirant la valeur de la production à la baisse. Sur l'ensemble de l'année, il chute de 26 % au total, et de 34 % pour les seuls œufs de consommation. En conséquence, le revenu moyen des exploitations avicoles chuterait de 36 % en 2013 par rapport à 2012. Ces résultats contribueraient au recul du revenu moyen de la Bretagne à 28 100 euros (- 17 %) et des Pays de la Loire à 26 700 euros (- 18 %).

Pascale Pollet, Vincent Marcus, Alexandru Andrei, Dominique Bouilly

SSP - Sous-direction des synthèses statistiques et des revenus

Les résultats commentés dans ce document ont fait l'objet d'une présentation à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation le 1^{er} juillet 2014.

Résultat courant avant impôts par actif non salarié, niveaux moyens et tendances d'évolution
Données 2013 provisoires

Régions et départements	Valeurs moyennes millier d'euros 2013			Évolution annuelle moyenne % annuel			Régions et départements	Valeurs moyennes millier d'euros 2013			Évolution annuelle moyenne % annuel		
	moyenne 2010-2012	2012	2013	2013/2012	2013/2010-2012	« 2013 »/« 2000 »		moyenne 2010-2012	2012	2013	2013/2012	2013/2010-2012	« 2013 »/« 2000 »
Île-de-France	65,3	76,4	38,9	- 49,1	- 40,4	+ 2,9	Pays de la Loire	29,2	32,5	26,7	- 18,0	- 8,8	+ 1,9
Champagne-Ardenne	69,0	55,0	66,2	+ 20,3	- 4,0	- 0,6	Bretagne	34,0	34,0	28,1	- 17,5	- 17,5	+ 3,3
Picardie	58,4	65,0	45,4	- 30,2	- 22,2	+ 3,2	Poitou-Charentes	47,0	56,2	41,7	- 25,9	- 11,3	+ 6,0
Haute-Normandie	38,5	41,3	27,2	- 34,1	- 29,3	+ 1,5	Aquitaine	24,1	27,3	14,1	- 48,6	- 41,8	- 2,0
Centre	50,7	56,9	40,9	- 28,0	- 19,2	+ 3,4	Midi-Pyrénées	24,3	26,4	13,1	- 50,3	- 46,0	+ 1,3
Basse-Normandie	29,7	29,2	25,1	- 13,9	- 15,4	+ 1,8	Limousin	19,3	22,7	21,3	- 5,9	+ 10,6	+ 0,0
Bourgogne	35,8	39,4	28,8	- 26,9	- 19,6	- 0,6	Rhône-Alpes	26,1	26,5	28,2	+ 6,3	+ 8,0	+ 1,0
Nord-Pas-de-Calais	41,9	42,2	36,2	- 14,2	- 13,6	+ 3,1	Auvergne	23,3	23,0	22,1	- 3,9	- 5,0	+ 1,0
Lorraine	37,8	37,2	26,1	- 30,0	- 31,1	+ 1,3	Languedoc-Roussillon	19,7	19,6	19,6	- 0,1	- 0,5	- 1,9
Alsace	34,5	35,9	18,2	- 49,3	- 47,3	+ 0,2	Prov.-Alpes-C. d'Azur	26,3	29,3	29,7	+ 1,4	+ 13,0	+ 0,4
Franche-Comté	32,9	31,4	25,6	- 18,4	- 22,2	+ 2,0	Corse	27,1	24,8	22,6	- 9,1	- 16,6	+ 2,3
							France métropolitaine	34,3	35,7	28,9	- 19,1	- 15,6	+ 1,5

« 20... » : moyenne triennale affectée à l'année indiquée (« 2013 » : moyenne des résultats 2011, 2012 et 2013 affectée à 2013).
Champ : exploitations moyennes et grandes (PBS >= 25 000 €, France métropolitaine).

Source : SSP - Agreste - Rica et résultats provisoires pour 2013

Un système d'information sur les revenus fondé sur le Rica

Les indicateurs de revenu agricole présentés ici permettent d'analyser les résultats économiques annuels des exploitations agricoles moyennes et grandes en France métropolitaine, en niveau et en évolution. Ils sont déclinés au niveau national selon la spécialisation productive des exploitations (orientation technico-économique - OTEX) et, au niveau régional et département, selon les principales OTEX de chaque région.

Ces indicateurs sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) et les services régionaux en charge des statistiques (SRISE) dans les Directions régionales de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. Ils s'appuient sur les résultats du Réseau d'information comptable agricole (Rica) qui constituent la référence pour les années passées. Les résultats du Rica relatif à l'année N n'étant connus qu'à la fin de l'année N+1, les résultats de la dernière année (2013 ici) sont estimés sur la base des indicateurs conjoncturels disponibles, appliqués aux données du Rica de l'année précédente.

Ces estimations sont par nature fragiles. En effet, le résultat comptable étant un solde, son évolution est très sensible aux variations de la valeur de la production et des charges (ainsi, une baisse de 1 % de la valeur de la production de l'ensemble des exploitations entraîne toutes choses égales par ailleurs une baisse de 4 % du RCAI). En période de fortes fluctuations des volumes ou des prix des productions ou des consom-

mations intermédiaires (engrais, alimentation animale notamment), les risques de révisions des revenus, à la hausse comme à la baisse, entre deux exercices sont plus importants. Il est par ailleurs difficile d'anticiper avec précision la façon dont les évolutions conjoncturelles seront *in fine* retracées dans les comptabilités agricoles du Rica. D'une part, les comportements économiques s'adaptent aux conditions spécifiques de chaque campagne. D'autre part, les comptabilités agricoles sont pour une large part arrêtées avant la fin de la campagne de commercialisation dans certaines orientations (COP notamment). Des révisions assez importantes des revenus de l'année N peuvent ainsi être observées en décembre N+1, lorsque les données du Rica sont disponibles.

L'indicateur permettant d'approcher le résultat d'activité des entreprises agricoles utilisé est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (UTANS). Ce résultat comptable est calculé à partir de la valeur de la production, augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés. Les évolutions sont calculées en termes réels, c'est-à-dire nettes de l'évolution du prix du PIB. Dans le commentaire, par simplification, on utilise indifféremment les termes « résultat courant avant impôts », « résultat » et « revenu ».

Pour en savoir plus...

■ Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation du 1^{er} juillet 2014, en ligne sur le site www.agreste.agriculture.gouv.fr

■ Les données détaillées des résultats économiques par catégorie d'exploitations et par région sont disponibles sur le site www.agreste.agriculture.gouv.fr, rubrique **Données en ligne**

Publications

✓ « L'agriculture en 2013 en France et en Europe »
Insee première n° 1505, juillet 2014

Agreste : la statistique agricole

Secrétariat général - SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 70007
93555 Montreuil-sous-bois Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Fax : 01 49 55 85 03

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Composition : Brigitte Poullette
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution
ISSN : 1760-7132 ■ Prix : 2,50 €
© Agreste 2014



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT